

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER****☎ 05.56.73.29.26****EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 1<sup>ER</sup> JUIN 2023  
D22062023/92**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET,  
Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE,  
Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU,  
Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT,  
Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Chantal PARISE, Dominique PATRAS,  
Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN,  
Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET, Liliane DUBOIS

ETAIENT REPRESENTES :

Patrick MEIFFREN donne pouvoir à Catherine ROBINEAU  
Stéphane MARGALEF donne pouvoir à Jean-Marc SIGNORET  
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI  
Adrien DEBEVER donne pouvoir à Laurent PEYRONDET  
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Xavier PINTAT

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Christian BOURNIGAL, Jean-Yves MAS, Valérie DA COSTA OLIVERA,  
Jacques BIDLUN, Christine GRASS

Membres suppléants  
remplaçant un membre  
titulaire :

Membres suppléants

Bernard VILLENEUVE

SECRETAIRE DE SEANCE :

Marie-Dominique DUBOURG

**Objet : : GEMAPI : DEPOT DE L'ETUDE DE DANGERS DU SYSTEME D'ENDIGUEMENT DU BAS-MEDOC  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE**  
**Rapporteur : Jean-Luc PIQUEMAL, 3<sup>e</sup> Vice-Président**  
**Vote : UNANIMITE**

Le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques fixe dans son article 4 que « la demande d'autorisation d'un système d'endiguement comportant une ou plusieurs digues établies antérieurement à la date de publication du décret [susnommé] est déposée au plus tard le 31 décembre 2021 lorsqu'elles relèvent de la classe C [...]. A défaut, à compter [...] du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'ouvrage n'est plus constitutif d'une digue au sens du I de l'article L. 566-12-1 et l'autorisation dont il bénéficiait le cas échéant à ce titre est réputée caduque. »

En date du 28 janvier 2020 et conformément à l'article R 562-14 du code de l'Environnement, la préfecture de la Gironde a accordé une dérogation de 18 mois à la Communauté de Communes Médoc Atlantique, compétente en « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI), pour déclarer son système d'endiguement de classe C en bénéficiant d'une procédure simplifiée. La date de dépôt de la demande d'autorisation a ainsi été portée au **30 juin 2023**.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Médoc Atlantique :

- d'autoriser le Président à signer l'ensemble des dossiers et documents relatifs à la demande d'autorisation du système d'endiguement du Bas-Médoc en vue d'un dépôt au plus tard au 30 juin 2023.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 1<sup>er</sup> juin 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

#### DÉCIDE :

- D'AUTORISER le Président à signer l'ensemble des dossiers et documents relatifs à la demande d'autorisation du système d'endiguement du Bas-Médoc en vue d'un dépôt au plus tard au 30 juin 2023.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : 32

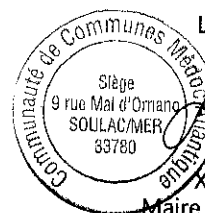
Vote : Pour : 32 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 JUIN 2023



LE PRESIDENT,

*Xavier PINTAT*  
**Xavier PINTAT**  
Maire de Soulac-sur-Mer  
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.